

Unité départementale des Alpes-Maritimes et du Var  
244 Avenue de l'Infanterie de Marine BP 50520  
83070 Toulon

Toulon, le 17/12/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

### Visite d'inspection du 11/12/2024

#### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **Hydro Building Systems France**

320, impasse des marsouins  
83480 Puget-Sur-Argens

Références : D-UD83-2024-0634  
Code AIOT : 0006406830

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/12/2024 dans l'établissement Hydro Building Systems France implanté 320, impasse des marsouins 83480 Puget-sur-Argens. L'inspection a été annoncée le 20/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Hydro Building Systems France
- 320, impasse des marsouins 83480 Puget-sur-Argens
- Code AIOT : 0006406830
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Hydro Building System Puget exploite à Puget-sur-Argens une installation de peinture et de laquage de profilés d'aluminium destinés aux clients du bâtiment, du transport, de l'automobile et d'équipements de bureau.

Au titre des ICPE, elle est autorisée par arrêté préfectoral du 26 novembre 2007 et bénéficie d'arrêtés préfectoraux complémentaires des 6 novembre 2018 et 14 mai 2019.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Inspection généraliste « produits chimiques »
- Air

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
7	Conditions de rejets à l'atmosphère	Arrêté Préfectoral du 26/11/2007, article 3.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
13	auto surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 26/11/2007, article 9.2.2	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suites données	Autre information
1	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31	/	Sans objet
2	Rubriques de la Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.6	/	Sans objet
3	Accès des travailleurs à l'information	Règlement européen du 18/12/2006, article 35	/	Sans objet
4	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31 et 37.5	/	Sans objet
5	Etiquetage CLP	Règlement européen du 31/12/2008, article 17	/	Sans objet
6	Plan des réseaux de collecte	AP Complémentaire du 26/11/2007 article 4.2.2	Susceptible de suites	Sans objet
8	système de captation	Arrêté Préfectoral du 26/11/2007, article 3.1.1	/	Sans objet
9	Conduits et installation raccordées	Arrêté Préfectoral du 26/11/2007, article 3.2.2	/	Sans objet
10	Conditions générales de rejets	Arrêté Préfectoral du 26/11/2007, article 3.2.3	/	Sans objet
11	Valeurs limites de rejets	Arrêté Préfectoral du 26/11/2007, article 3.2.4	/	Sans objet
12	Flux	Arrêté Préfectoral du 26/11/2007, article 3.2.5	/	Sans objet

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

La gestion des produits chimiques, nécessaires aux activités de l'établissement, est correctement réalisée. L'exploitant a récemment mis en place un dispositif de lavage des gaz captés au-dessus des bacs de traitement de surfaces et modifié le point de rejet au milieu naturel de ces émissions gazeuses.

La forme coudée du conduit de la nouvelle cheminée ne favorise pas l'ascension des gaz dans l'atmosphère. Les rejets verticaux en toiture disposent de chapeaux chinois qui ne permettent également pas une bonne dispersion des gaz dans l'atmosphère.

Le dernier contrôle des émissions atmosphériques a été réalisé le 7 mars 2023. La fréquence annuelle de contrôle n'est donc pas respectée.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Fiche de données de sécurité (FDS)

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 31
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Fiche de données de sécurité (FDS)
<b>Prescription contrôlée :</b> Règlement (CE) no 1907/2006 REACH_ article 31.1 (Exigences relatives aux fiches de données de sécurité) « Le fournisseur d'une substance ou d'un mélange fournit au destinataire de la substance ou du mélange une fiche de données de sécurité établie conformément à l'annexe II : a) lorsqu'une substance ou un mélange répond aux critères de classification comme produit dangereux conformément au règlement (CE) n°1272/2008 ou, b) lorsqu'une substance est persistante, bioaccumulable et toxique ou très persistante et très bioaccumulable, conformément aux critères énoncés à l'annexe XIII, ou c) lorsqu'une substance est incluse dans la liste établie conformément à l'article 59, paragraphe 1, pour des raisons autres que celles visées aux points a) et b). »
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose des fiches de données de sécurité, élaborées par les fournisseurs des produits chimiques utilisés sur le site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Rubriques de la Fiche de données de sécurité (FDS)

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 31.6
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Fiche de données de sécurité (FDS)
<b>Prescription contrôlée :</b> Règlement (CE) no 1907/2006 REACH_ article 31.1 (Exigences relatives aux fiches de données de sécurité) 6. La fiche de données de sécurité est datée et contient les rubriques suivantes: 1) identification de la substance/du ►M3 mélange ◄ et de la société/ l'entreprise; 2) identification des dangers; 3) composition/informations sur les composants; 4) premiers secours; 5) mesures de lutte contre l'incendie; 6) mesures à prendre en cas de dispersion accidentelle; 7) manipulation et stockage; 8) contrôle de l'exposition/protection individuelle; 9) propriétés physiques et chimiques; 10) stabilité et réactivité;

11) informations toxicologiques; 12) informations écologiques; 13) considérations relatives à l'élimination; 14) informations relatives au transport; 15) informations relatives à la réglementation; 16) autres informations.
<b>Constats :</b> Les fiches de données de sécurité, visualisées le jour de l'inspection, mentionnent les 16 rubriques conformément aux dispositions de l'article 3.1.1 du règlement REACH.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 3 : Accès des travailleurs à l'information

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 35
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Accès des travailleurs aux informations
<b>Prescription contrôlée :</b> Règlement (CE) no 1907/2006 REACH_ article 35 (Accès des travailleurs aux informations) : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises conformément aux articles 31 et 32 et portant sur les substances ou les mélanges que ces travailleurs utilisent ou auxquels ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
<b>Constats :</b> Les fiches de données de sécurité des produits chimiques consultées sont rédigées en français. Elles sont mises à disposition des salariés sous format papier dans l'atelier et sur le réseau informatique de l'établissement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Fiche de données de sécurité (FDS)

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 31 et 37.5
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Mesures prescriptives de la fiche de données de sécurité (FDS)
<b>Prescription contrôlée :</b> Règlement (CE) no 1907/2006 REACH_ article 31.1 (Exigences relatives aux fiches de données de sécurité) « Le fournisseur d'une substance ou d'un mélange fournit au destinataire de la substance ou du mélange une fiche de données de sécurité établie conformément à l'annexe II : a) lorsqu'une substance ou un mélange répond aux critères de classification comme produit dangereux conformément au règlement (CE) n°1272/2008 ou, b) lorsqu'une substance est persistante, bioaccumulable et toxique ou très persistante et très bioaccumulable, conformément aux critères énoncés à l'annexe XIII, ou c) lorsqu'une substance est incluse dans la liste établie conformément à l'article 59, paragraphe 1, pour des raisons autres que celles visées aux points a) et b). »  Règlement (CE) no 1907/2006 REACH_ article 37.5 (Évaluations de la sécurité chimique par l'utilisateur en aval et obligation de déterminer, de mettre en oeuvre et de recommander des mesures de réduction des risques) «5. Tout utilisateur en aval identifie, met en oeuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons

suivantes: a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises; »
<b>Constats :</b> Les mesures, relatives aux conditions de stockage et moyens d'extinction, préconisées dans la fiche de données de sécurité du GARDOBOND X 4707 E7, utilisé dans le traitement de surfaces de l'aluminium, sont effectivement mises en œuvre. Ce produit chimique est stocké dans son contenant d'origine et placé sur rétention. Le stockage se fait sous abri dans un endroit ventilé et sans lumière directe. Un extincteur à poudre est présent à proximité du stockage.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Etiquetage CLP

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 31/12/2008, article 17
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Contenu des étiquettes
<b>Prescription contrôlée :</b> Règles générales 1. Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant les éléments suivants: a) le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du ou des fournisseurs; b) la quantité nominale de la substance ou du mélange dans l'emballage mis à la disposition du grand public, sauf si cette quantité est précisée ailleurs sur l'emballage; c) les identificateurs de produit conformément à l'article 18; d) s'il y a lieu, les pictogrammes de danger conformément à l'article 19; e) s'il y a lieu, les mentions d'avertissement conformément à l'article 20; f) s'il y a lieu, les mentions de danger conformément à l'article 21; g) s'il y a lieu, les conseils de prudence conformément à l'article 22; h) s'il y a lieu, une section réservée à des informations supplémentaires conformément à l'article 25. 2. L'étiquette est rédigée dans la ou les langues officielles du ou des États membres dans lequel ou lesquels la substance ou le mélange est mis sur le marché, sauf si le ou les États membres concerné(s) en disposent autrement. Les fournisseurs peuvent utiliser sur leurs étiquettes plus de langues que celles qui sont prescrites par les États membres, à condition que les mêmes renseignements apparaissent dans toutes les langues utilisées.
<b>Constats :</b> L'affichage sur les contenants des produits chimiques visualisés le jour de l'inspection est conforme aux prescriptions du présent article.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Plan des réseaux de collecte**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 26/11/2007, article 4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, réseaux de collecte
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 31/03/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour et datés.</p> <p>Ils sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p>
<b>Constats :</b> <p>Le plan des réseaux de collecte des effluents a été mis à jour par un prestataire extérieur. Toutefois, le jour de la visite le réseau des eaux industrielles n'apparaît pas sur le plan. L'exploitant a indiqué que ceci était une erreur dans la transmission des documents du prestataire.</p> <p>Par courriel du 13 décembre 2024, l'exploitant a transmis à l'inspection le plan des réseaux de collecte des effluents dûment complété.</p> <p>L'écart formulé suite à la visite d'inspection du 31 mars 2023 est donc soldé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Conditions de rejets à l'atmosphère**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/11/2007, article 3.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, conditions de rejets
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible. Si plusieurs points de rejet sont nécessaires, l'exploitant le justifie. Les effluents sont collectés et rejetés à l'atmosphère, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.</p>
<b>Constats :</b> <p>La forme du conduit de la nouvelle cheminée est un rejet coudé qui ne favorise pas l'ascension des gaz dans l'atmosphère.</p> <p>De plus, en toiture on peut noter la présence de rejets verticaux surmontés de chapeaux chinois qui ne permettent également pas une bonne dispersion des gaz dans l'atmosphère.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>L'exploitant doit transmettre les éléments techniques justifiant la mise en place de chapeaux chinois en sortie des rejets verticaux en toiture et du conduit coudé en sortie des émissions issues des bains de traitement. Ces éléments techniques devront être accompagnés des solutions de substitution envisageables de ces dispositifs.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 8 : système de captation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/11/2007, article 3.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Système de captation
<b>Prescription contrôlée :</b> Les émissions atmosphériques émises au-dessus des bords des chaînes de traitement de surfaces doivent être, si nécessaire, captées au mieux et épurées avant rejet à l'atmosphère afin de respecter les valeurs limites définies à l'article 3.2.4 du présent arrêté.
<b>Constats :</b> Les émissions atmosphériques issues des bords de traitement sont captées avant rejet. Depuis août 2024, un dispositif de lavage des gaz a été mis en œuvre.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Conduits et installation raccordées**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/11/2007, article 3.2.2	
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, conduits	
<b>Prescription contrôlée :</b>	
N° de conduit	installations raccordées
1	tunnel de traitement des profilés avant laquage
<b>Constats :</b> Par courrier du 5 décembre 2024, l'exploitant a informé M. le Préfet du Var des modifications réalisées sur l'établissement et plus particulièrement de la modification du système de captation des émissions atmosphériques au-dessus des bords de traitement. Les émissions atmosphériques sont désormais traitées via un laveur de gaz situé en entrée du tunnel de prétraitement. Ces modifications ont engendré la création d'une nouvelle cheminée associée à ce nouveau dispositif.  La cheminée (conduit n°1 du présent article) associée à l'ancien système de captation mis à l'arrêt est toujours présente mais a été obturée. L'exploitant souhaite laisser présent l'ancien système d'extraction et l'ancienne cheminée qui serviront de secours en cas de panne du nouveau dispositif. Il est à noter qu'entre 2018 et 2023, période d'exploitation de l'ancien système de captation, les contrôles des émissions atmosphériques n'ont jamais révélé de non-conformités.	
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Il est rappelé à l'exploitant que, conformément aux dispositions de l'article R.181-46 du Code de l'environnement, toute modification notable apportée à une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) soumise à autorisation doit être portée <u>en amont</u> à la connaissance du préfet.  Les modifications réalisées feront l'objet de nouvelles prescriptions lors de la prise d'un arrêté préfectoral complémentaire.	
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite	



**N° 10 : Conditions générales de rejets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/11/2007, article 3.2.3				
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, conditions générales de rejets				
<b>Prescription contrôlée :</b>				
	Hauteur en m	Diamètre en m	Débit nominal en Nm <sup>3</sup> /h	Vitesse minimum d'éjection
Conduit n°1	13		20000	
<b>Constats :</b> Comme explicité dans le point de contrôle n°9 ci-dessus, le conduit n°1 a été mis à l'arrêt. Un nouveau conduit d'une hauteur de 16,29 m dépasse de plus de 3 mètres les bâtiments situés dans un rayon de 15 m conformément aux dispositions de l'article 39 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019. Le débit nominal est de 15000 Nm <sup>3</sup> /h. Le jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas pu fournir les éléments justifiant de la vitesse minimale d'éjection du nouveau conduit.				
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Les modifications réalisées feront l'objet de nouvelles prescriptions lors de la prise d'un arrêté préfectoral complémentaire. Pour ce faire, l'exploitant transmettra, dans les meilleurs délais, les éléments justifiant la vitesse minimale d'éjection du nouveau système.				
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite				

**N° 11 : Valeurs limites de rejets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/11/2007, article 3.2.4	
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, VLE	
<b>Prescription contrôlée :</b> Les rejets issus des installations doivent respecter, avant toute dilution, les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273,15 degré k) et de pression (101,325 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs)	
Concentrations en valeurs moyennes journalières en mg/Nm <sup>3</sup>	Conduit n°1
Acidité totale exprimée en H	0,5
Alcalins, exprimé en OH	10
Nox exprimés en NO <sub>2</sub>	200
HF exprimé en F	2

**Constats :**

Le dernier contrôle des rejets atmosphériques par un organisme a été réalisé en mars 2023. Le rapport associé conclut à la conformité de la teneur en concentration des polluants réglementés. Il est à noter qu'aucun contrôle n'a été réalisé depuis la mise en place du nouveau système de captation et de traitement.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Comme sollicité au point 13 du présent rapport, le rapport de contrôle des émissions atmosphériques issus des bains de traitement fonctionnant avec le nouveau système de captation, programmés les 15 et 16 janvier 2025, sera transmis à l'inspection dès réception.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 12 : Flux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 26/11/2007, article 3.2.5

**Thème(s) :** Risques chroniques, Flux

**Prescription contrôlée :**

Les quantités de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieures aux valeurs limites suivantes :

	Conduit n°1
Flux	g/h
Acidité totale exprimée en H	10
Alcalins, exprimés en OH	200
NOX, exprimés en NO2	4000
HF, exprimé en F	40

**Constats :**

Le dernier contrôle des rejets atmosphériques a été réalisé en 2023. Le rapport associé conclut à la conformité du flux des paramètres réglementés. Il est à noter qu'aucun contrôle n'a été réalisé depuis la mise en place du nouveau système de captation et de traitement.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Comme sollicité au point 13 du présent rapport, le rapport de contrôle des émissions atmosphériques issus des bains de traitement fonctionnant avec le nouveau système de captation programmé les 15 et 16 janvier 2025 sera transmis à l'inspection dès réception.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 13 : auto surveillance des rejets atmosphériques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/11/2007, article 9.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, autosurveillance
<b>Prescription contrôlée :</b> La surveillance des rejets dans l'air porte sur : <ul style="list-style-type: none"><li>- Le bon fonctionnement des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement éventuel des gaz, vapeurs, vésicules émises au niveau des 2 chaînes de traitement de surface. L'exploitant s'assure notamment de l'efficacité de la captation et de l'absence d'anomalies dans le fonctionnement des ventilateurs.</li><li>-Les valeurs limites d'émissions fixées à l'article 3.2.4 du présent arrêté. Une mesure des concentrations, débit et flux dans les effluents atmosphériques de l'ensemble des polluants mentionné à l'article 3.2.4 précité est réalisée au moins une fois par an selon les normes en vigueur au niveau de chaque exutoire, sur un échantillon représentatif du rejet et du fonctionnement des installations de traitement de surface. Une estimation des émissions diffuses est également réalisée selon la même périodicité.</li></ul> Les performances effectives des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement éventuels susmentionnés sont contrôlées dans l'année suivant la mise en service des installations de traitement de surface, par un organisme extérieur reconnu compétent.
<b>Constats :</b>  Le dernier contrôle des émissions atmosphériques a été réalisé le 7 mars 2023. La fréquence annuelle de contrôle n'est donc pas respectée. Par courriel du 11 décembre 2024, l'exploitant a informé l'inspection qu'un contrôle des émissions atmosphériques issues de la chaîne de traitement de surfaces par l'organisme APAVE était programmée les 15 et 16 janvier 2025.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Dès réception du rapport de contrôle des émissions atmosphériques prévu les 15 et 16 janvier 2025, une copie sera transmise à l'inspection accompagnée le cas échéant d'un échéancier de mise en conformité.  Il est rappelé à l'exploitant qu'un contrôle des systèmes de captation, d'aspiration et de traitements mis en service en août 2024 doivent être contrôlés au plus tard en août 2025, par un organisme extérieur reconnu compétent.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois